

Voilà où elle voulait en venir... Profiter de la crise sanitaire, économique et sociale pour avancer ses projets déjà élaborés depuis bien longtemps. Elle en avait rêvé, le Covid-19 le lui permettra !

Quel opportunisme, comme aux meilleures heures du libéralisme le plus audacieux, la direction se lâche et elle en veut ! Pas moins de **200 millions d'économies désirées et révélées dans les orientations stratégiques** qui seront présentées au CSE du 23 juillet.

Alors il n'y aura pas d'autre alternative que la bataille pour stopper les attaques de la direction qui visent :

- à **réduire les acquis sociaux** en augmentant le temps de travail, en réduisant les salaires, les procédures d'avancements, l'accès à la formation, ...
- **diminuer l'effectif** de façon drastique en incitant les départs anticipés de quelques 700 salariés (à confirmer),
- **réorganiser tous azimuts** pour réaliser des gains de productivité importants,
- **sous-traiter les activités des métiers en exécution,**
- regrouper les activités maintenance, environnement, immobilier,...
- imposer les déménagements des équipes d'Orly sur CDG,
- créer un **PC unique pour les activités parcs,**
- ...

Pour ce faire, le discours de la direction se veut alarmiste, défaitiste et culpabilisant par la voix du PDG : *"il ne s'agit pas de renier sur les acquis de l'entreprise, il s'agit de sauver l'entreprise !* A croire le PDG nous serions au bord du dépôt de bilan. Difficile à croire lorsque l'on est capable de sortir **532 millions d'euros pour acquérir des aéroports indiens.**

Après la crise sanitaire, le confinement, parfois pour certains la maladie, l'activité partielle avec ses baisses importantes parfois insupportables de ressources pour vivre, la direction décide de nous infliger **une purge d'emplois et de droits acquis par la lutte ou par la négociation dans le cadre d'un dialogue social** construit pas à pas et dans le respect mutuel.

Mais ça c'était le monde d'avant... Aujourd'hui la direction veut mettre à bas tous ces repères et **nous faire payer cash le prix de cette crise !** Alors que nous n'y sommes pour rien d'abord et que la situation financière de l'entreprise nous permettrait de passer le plus dure de la crise avec des **emprunts passés pour 4 milliards d'euros.**

L'Etat, actionnaire majoritaire, doit aussi apporter son aide pour soutenir les emplois et les salaires.

Il nous faut alors construire cette alternative sociale portée par la majorité des salariés pour sortir de ce piège dans lequel la direction cherche à nous emmener. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir, comme pour la lutte gagnante contre la privatisation, pour trouver les meilleures solutions à la situation, mais en partant du principe que **l'entreprise n'est rien sans ses salariés**, que ce sont eux qui font entrer les recettes et qui garantissent le bon fonctionnement des aéroports.

Nous proposerons un contreprojet élaboré avec les syndicats qui voudront bien nous rejoindre qui prenne en compte à la fois :

- l'exigence de **finir sa carrière dignement** dans de bonnes conditions et partir si on le veut,
- le **maintien des acquis sociaux** par le respect des règles régissant : le temps de travail, la rémunération, l'avancement, ...
- un dispositif d'activité partielle de longue durée mieux indemnisé et équitable,
- la **garantie du maintien de l'emploi** dans tous les secteurs d'activité et les catégories, ...

C'est comme ça que nous réussissons ensemble et motivés, sans rien lâcher, à survivre à cette crise en luttant contre les solutions d'injustice sociale que veut nous imposer la direction.

**Tous au rassemblement du 23 juillet à
au siège au CSE à 11h pour montrer
notre détermination et porter nos
revendications**

